L’Université du Burundi est passée de 53 à 11.428 étudiants en un demi-siècl

@rib News, 05/03/2017 – Source Xinhua Vieille de 53 ans pour avoir vu le jour en 1964 avec un effectif de 53 étudiants, l'Université du Burundi (UB) a atteint aujourd'hui "son point culminant" avec un total de 11.428 étudiants inscrits, a déclaré ce week-end Gaspard Banyankimbona, recteur de l'unique établissement supérieur public burundais. Ce chiffre est en constante augmentation avec un accroissement moyen estimé à 13%, a affirmé le recteur, avant de faire remarquer que sur les 448 enseignants à temps plein, seulement 246 sont détenteurs d'un diplôme de docteur.

A l'ouverture de l'année académique 2016-2017 à l'Université du Burundi (UB) vendredi, il a plaidé en faveur d'une "rapide" réalisation du chantier portant sur l'ouverture d'une "Ecole Doctorale" à l'UB en vue d'une mise en œuvre complète du nouveau système "Baccalauréat-Master-Doctorat"(BMD). Sur ce, la ministre burundaise de l'Education et de la Recherche Scientifique, Janvière Ndirahisha, présente à la cérémonie d'ouverture, a promis qu'avec l'année académique 2016-2017, l'Université du Burundi réalisera "un pas de géant" dans la mise en œuvre complète de la réforme BMD, avec des programmes de Master et d'une Ecole Doctorale opérationnels. L'ouverture du cycle de Doctorat à l'UB, a-t-elle affirmé, "sera une première" dans l'histoire de l'enseignement supérieur burundais depuis l'indépendance du pays recouvrée le 1er juillet 1962 après 39 ans passés sous "tutelle coloniale belge". M. Banyankimbona a néanmoins attiré l'attention du public sur "d'immenses défis" face à l'établissement d'enseignement supérieur public burundais, qui forme les hauts cadres de l'Etat dans diverses disciplines intellectuelles depuis cinq décennies. En dépit des efforts fournis, il subsiste sept défis pour réussir la mise en œuvre complète de la réforme BMD à l'UB, selon le recteur. Il a cité la stabilisation du Cycle de Baccalauréat, le fait que l'évaluation et la gestion de la réforme BMD soient "mises à mal à plusieurs égards", la problématique de gestion des ressources humaines (enseignants), l'absence de certains profils "indispensables" dans certaines filières, le caractère "imprévisible" au niveau de la programmation des enseignants à temps partiel, la professionnalisation des lauréats et le manque de financement pour la recherche au service de la réforme. Le recteur Banyankimbona a déploré également le "très faible accès" des étudiants de l'UB au matériel informatique et à la connexion internet. En effet, a-t-il expliqué, la situation actuelle fait que "plus de 30 étudiants se partagent un seul ordinateur ; ce qui constitue un ratio très faible, eu égard aux exigences de la réforme BMD, en matière de travail individuel de l'étudiant". "Certains de nos facultés et instituts fonctionnent avec des enseignants à temps partiel avec un taux de dépendance allant de 9% à 67% ; le cas le plus préoccupant étant celui de l'Institut Supérieur du Commerce (ISCO). L'UB fait face, par ailleurs, à un défi majeur lié au manque de planification de la relève académique ; car, à l'heure actuelle, plus de 54% de son personnel enseignant est âgé de plus de 50 ans et partant partira donc à la retraite dans 10 ans", a signalé M. Banyankimbona. Il s'est plaint également de ce qu'il a qualifié de "mouvements sociaux" au niveau de l'histoire "récente" du Burundi, dont l'impact négatif sur cette université, aura été un "allongement" des années académiques. "Nous souhaitons toutefois que le sens civique, de retenue et de responsabilité dont les étudiants ont fait preuve au cours de la précédente année académique 2015-2016, soit renforcé davantage au cours de cette nouvelle académique, afin de l'inculquer aux nouveaux étudiants". M. Banyankimbona a toutefois noté que contrairement à la situation qui prévalait au cours des années académiques des années 1995-2000, l'UB jouit actuellement d'un "climat social plutôt apaisé". Un tel climat, a-t-il explicité, a créé un environnement favorable à la mise en œuvre de la réforme BMD visant à s'aligner sur les programmes en vogue au sein des autres Etats de la Communauté d'Afrique de l'Est "CAE" (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda et Soudan du Sud), si bien qu'aujourd'hui, les offres de formations du Cycle de Baccalauréats sont au complet.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});